INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS

**Journée du 6 septembre 2022**

* Les principaux marchés actions européens ont finalement clôturé en hausse une séance très volatile, pénalisés par l'évolution globalement négative à Wall Street. Le CAC 40 a gagné 0,19% à 6 104,61 points, tandis que l'Euro Stoxx 50 s'est apprécié 0,26% à 3 499,21 points. A Wall Street, le rebond attendu après un week-end de trois jours reste incertain. Vers 17h30, le Dow Jones cède 0,1% et le Nasdaq, 0,32%.
* Les actions ont été tirées vers le bas par la remontée des taux longs, qui affecte davantage les valeurs de croissance et les valeurs technologiques. Le rendement du Bon du Trésor américain à 10 ans grimpe ce soir de plus de 12 points de base à 3,32%. Sur le Vieux Continent, le rendement du Bund allemand de même échéance, gagne 2,5 points de base à 1,588%.
* Cette tension sur les taux et l'aversion au risque qui pèse sur les actions s'expliquent par la perspective d'une accélération du durcissement des politiques monétaires des grandes banques centrales. Fin août à Jackson Hole, la Réserve Fédérale a réaffirmé que sa première priorité était la lutte contre l'inflation. Un discours offensif partagé par plusieurs gouverneurs de la BCE. Dans ce cadre, le consensus table sur une hausse significative, soit de 75 points de base, des taux directeurs de la BCE à l'issue de la réunion de jeudi.
* D'autant que sur le front de la hausse de la hausse prix, le pire pourrait être à venir avec une crise de l'énergie qui menace de s'aggraver avec l'arrivée de l'hiver sur le Vieux Continent.
* Dans ces conditions, la timide embellie du jour pourrait être mise au crédit de la promesse de la Chine d'accélérer la mise en œuvre de son plan de relance pour soutenir une économie fragilisée par des confinements successifs et la crise de l'immobilier.
* En milieu d'après-midi, l'annonce d'une ISM des services plus solide que prévu en août aux Etats-Unis (56,9 contre un consensus de 55,1 après 56,7 en juillet) a également semblé profité aux actions.
* Les cours du gaz sont repartis à la baisse malgré le conflit commercial entre le russe Gazprom et l'allemand Siemens Energy. Vers 15h30, le contrat européen de réference, le TTF néerlandais, accusait un repli de 8% à 219,6 euros par mégawattheure. Pour autant, le future reste plusieurs fois supérieur aux prix observés il y a un an, avant que la Russie ne restreigne ses approvisionnements en gaz en réponse aux sanctions occidentales pour son invasion de l'Ukraine.

La société Siemens Energy a démenti avoir été chargée d'effectuer les travaux de maintenance sur le gazoduc Nord Stream 1, malgré une information de Reuters selon laquelle la société russe Gazprom ne reprendra pas ses expéditions tant que Siemens n'aura pas réparé l'équipement défectueux.

Le gazoduc russe a été fermé mercredi dernier pour des travaux de réparation qui étaient censés durer trois jours. Mais Gazprom a déclaré vendredi que le gazoduc resterait fermé jusqu'à ce que les réparations soient effectuées, quelques heures seulement après que le G7 a décidé d'imposer un plafonnement des prix du pétrole russe.

* Depuis sa dernière mise à jour sectorielle en février, Berenberg observe que l'environnement macroéconomique s'est considérablement détérioré, avec des tensions géopolitiques, des perturbations de l'approvisionnement et une flambée des prix de l'énergie, autant de facteurs qui ont porté un coup dur aux perspectives mondiales. Dans une note, le broker souligne l'ampleur de la pression exercée sur les dépenses discrétionnaires. Il s'efforce d'intégrer un scénario de récession dans ses prévisions et évalue les risques (et les opportunités) pour les entreprises en cas de récession.

Ses meilleurs choix restent JD Sports, EssilorLuxottica et Kering. Le bureau d'études dégrade Adidas à Conserver et H&M à Vendre.

* L'inflation dans la zone OCDE, mesurée par l'indice des prix à la consommation (IPC), a légèrement diminué pour atteindre 10.2%, en glissement annuel, en juillet 2022, après 10.3% en juin 2022. Il s'agit de la première baisse de l'inflation depuis novembre 2020. Elle a baissé de 0.5 point de pourcentage ou plus entre juin et juillet 2022 au Canada, aux États-Unis, en Grèce et au Luxembourg, mais le nombre de pays enregistrant une inflation à deux chiffres a augmenté de 13 à 15. L'inflation globale a légèrement reculé en raison en raison du ralentissement des prix de l’énergie, signale l'OCDE.
* Sans surprise, la banque centrale d'Australie a relevé son principal taux directeur

d'un demi-point à 2,35%, sa cinquième hausse depuis mai. A l'image des autres grandes banques centrales, hors Chine et Japon, elle a laissé la porte ouverte à d'autres relèvements dans les mois à venir pour contenir une inflation qui a atteint 6,1% en juin, dernière donnée disponible. Pour autant, la Reserve Bank of Australia (RBA) a supprimé dans son texte la référence la "normalisation" de la politique monétaire, ce qui suggère que les taux se rapprochent du niveau neutre.

Ce taux est censé déterminer le niveau à long terme du taux d'intervention de la banque centrale. Il revient de plus en plus dans les propos des banquiers centraux.

"Sur un plan académique, le taux d'intérêt neutre, parfois appelé taux d'intérêt naturel, est le taux d'intérêt réel (net d'inflation) qui permet à l'économie de fonctionner au plein emploi et à la production au niveau maximal tout en maintenant l'inflation constante. En d'autres termes, le taux neutre sera toute chose égale par ailleurs au taux de croissance tendanciel de l'économie utilisé en économétrie", expliquait en juin dernier Richelieu Gestion.

"Le taux neutre ne peut être leur seule boussole, mais le concept plaît beaucoup aux investisseurs qui y voient une indication de la direction choisie", souligne le gérant.

**SOCIETES**

* A la Bourse de Paris, Worldline, une valeur technologique, a prolongé son paradoxal redressement lié sans doute à une valorisation attractive. L'ancienne filiale d'Atos a gagné 3,08% (+11,5% en trois mois). Malgré les craintes liées à une éventuelle récession, Alstom a gagné 2,3% et Renault, 2,1%.

A l'autre bout du palmarès, TotalEnergies a cédé 2,8% dans le sillage du repli du pétrole. Engie a perdu 0,9%.

* Safran a légèrement progressé en bourse (+ 0,38% à 101,14 euros), tandis que Thales s'est stabilisé à 123 euros. Le premier a annoncé qu'il était entré en négociations exclusives avec le second pour acquérir son activité de systèmes électriques aéronautiques. La business unité emploie près de 600 collaborateurs et a réalisé en 2021 un chiffre d’affaires de 124 millions d'euros. Cette acquisition stratégique devrait permettre à Safran de se développer notamment dans le domaine de la défense et des hélicoptères.

Ce projet d'acquisition, qui représente un effet de périmètre de +0,8 point pour Safran et de - 0,8 point pour Thales relève invest Securities, comprend, en France, les sociétés Thales Avionics Electrical Systems et Thales Avionics Electrical Motors, implantées sur les sites de Chatou (78), Meru (60), et Conflans-Ste Honorine (78), ainsi que les activités de support, de maintenance et de production pour les équipements électriques aéronautiques implantées à Orlando (Etats-Unis) et à Singapour.

La division Safran Electrical & Power, présidée par Stéphane Cueille, ancien directeur de Safran Tech, centre de Recherche et Technologie (R&T) du groupe, est notamment à l'origine du moteur électrique intelligent ENGINeUS 100 qui équipe le prototype Cassio 330 de VoltAero.

Ce rachat s'inscrit dans une stratégie d'électrification de l'offre de l'équipementier aéronautique. Parmi les ruptures technologiques qui devraient façonner l'avenir de l'aéronautique figure la généralisation de l'énergie électrique à bord, et de la propulsion hybride et/ou électrique.

L'opération proposée est soumise à la procédure d'information consultation des instances représentatives du personnel concernées de Thales et Safran, ainsi qu'aux autorisations réglementaires usuelles. La transaction serait réalisée dans le courant de l'année 2023.

* Bic a finalisé l'acquisition d'AMI (Advanced Magnetic Interaction). Créée en 2014 par Jean-Luc Vallejo, Tristan Hautson et Timothée Jobert, AMI exploite de manière inédite la technologie magnétométrique pour permettre un suivi précis et en temps réel des tracés, sans électronique embarquée dans les appareils. Cette technologie répond à la demande croissante des consommateurs pour des accessoires numériques simples d'utilisation, durables et sécurisés.

Cette acquisition renforce les capacités de R&D de BIC dans le domaine de l'Expression Numérique, un des piliers du plan stratégique Horizon et permettra d'accélérer le déploiement de la technologie brevetée d'AMI, à travers notamment le développement d'une activité B2B dans des applications de création numérique et d'électronique grand public.

* Le conseil d'administration de GPA, filiale de Casino, a annoncé envisager la distribution d'environ 83% du capital de Grupo Éxito à ses actionnaires et la conservation d'une participation minoritaire d'environ 13% qui pourrait être cédée ultérieurement. Le Conseil d'administration de Casino a approuvé le principe du projet de séparation de GPA et Grupo Éxito afin d'extérioriser la pleine valeur de Grupo Éxito.

La distribution des actions Grupo Éxito aux actionnaires de GPA prendrait la forme de BDR (Brazilian Depository Receipts) et d'ADR (American Depository Receipts), en cohérence avec la structure actionnariale de GPA.

Sous réserve de la finalisation des analyses et de l'obtention des autorisations nécessaires, la remise des actions Grupo Éxito aux actionnaires de GPA interviendrait au cours du premier semestre 2023.

A l'issue de l'opération, Casino détiendrait des participations en Amérique latine dans trois actifs cotés distincts : Assaí et GPA au Brésil, tous deux détenus à hauteur de 41%, et Grupo Éxito en Colombie, avec une détention directe de 34%, et une détention indirecte via la participation minoritaire de 13% de GPA.

* Champagne ! Hier soir, à la lecture des résultats semestriels de Lanson-BCC, la séance boursière du groupe de Maisons de champagne promettrait d'être belle. Gagné. Le titre a bondi de 4,35% à 31,20 euros. Oubliés les épisodes "Gilets Jaunes" et Covid à répétition. Au premier semestre, les expéditions de la profession ont progressé de 13,6%. Le marché français (38,8% des volumes expédiés) a grimpé de 9,3%. À l'export, mieux encore : les expéditions vers les pays de l'Union européenne (+ 19% ; 19,3% des volumes expédiés) et vers les pays tiers (+ 15,5% ; 41,9% des volumes expédiés).

Cette soif internationale de Champagne, Lanson-BCC en a bien profité tout l'orientation structurelle du marché vers le "premium", meilleur bien sûr mais surtout plus rentable.

La part du chiffre d'affaires réalisé à l'export atteint 62,9% au 30 juin 2022 contre 57,9% au 30 juin 2021. Cette évolution résulte de l'accroissement des ventes sur plusieurs destinations européennes (Allemagne, Italie, Suisse …), au Royaume Uni où la Maison Lanson détient des parts de marché historiquement importantes, ainsi que vers les Etats-Unis et le Japon.

"Dans un contexte de volatilité économique et d'incertitudes géopolitiques, la Champagne enregistre un premier semestre 2022 en progression, confirmant le retour à la consommation post crise sanitaire et démontrant le fort attachement des consommateurs du monde entier aux vins de Champagne", a justement commenté le groupe.

Bonne nouvelle pour les amateurs de champagne, la très belle vendange 2022 en cours, abondante et qualitative, devrait permettre des développements en volume à moyen terme.

* Saint-Gobain (+1,63% à 39,98 euros) a finalisé la cession de son activité Saint-Gobain Glass Solutions Grand Ouest à d'anciens managers du groupe afin de se concentrer sur ses activités industrielles de fabrication et transformation du verre. "En effet, après un processus de sélection de plusieurs mois, notre projet de reprise a été retenu sur la base des critères de continuité de l'activité et de pérennité à long terme", indiquent les nouveaux patrons de la société, Sébastien Raynal et Sylvain Bredin. L'activité, désormais indépendante, s'appelle Verre Solutions.

Elle regroupe 29 sites répartis sur l'ensemble du territoire français. Le chiffre d'affaires de l'ensemble est d'environ 60 millions d'euros et le nombre d'employés proche de 420.

Héritière des Miroiteries de l'Ouest, créées en 1928, l'entreprise a accueilli Saint-Gobain comme actionnaire en 1936, avant un rachat complet et une filialisation en 1983. La cession par le groupe Saint-Gobain à Vipavadi (désormais nommée Verre Solutions) au 1er septembre 2022 marque une nouvelle étape dans l'histoire presque centenaire de l'entreprise. Cette cession vise à permettre à l'entreprise d'accélérer son développement à partir d'un socle existant solide.

A ce jour, le réseau Verre Solutions dispose des équipements industriels suivants : outils de découpe et façonnage du verre dans tous les sites, ligne de vitrage isolant à Lorient, ateliers aluminium à Angers, Vannes, Saint-Brieuc, Caen, Charleville Mézières et Strasbourg.

**ANALYSES**

* Mobilisation générale pour les banques centrales. Après un été qui a vu l'inflation ne ralentir que très légèrement aux Etats-Unis et continuer à évoluer à des niveaux record en zone euro et en Grande Bretagne, les quinze prochains jours vont être déterminants. La BCE va se réunir ce jeudi, suivie de la Banque d'Angleterre le 15 septembre et de la Réserve fédérale américaine le 21.

La séquence qui s'annonce devrait montrer une unité plus forte que jamais entre les trois institutions sur l'ampleur des tours de vis à donner pour dompter la hausse des prix. Au minimum 50 points de base, et très probablement plus. « Les marchés monétaires sont légèrement orientés en faveur d'augmentations de 75 points de base des taux directeurs des trois principales banques centrales », estiment les analystes d'UniCredit. Leurs représentants ont, à l'unisson, souligné l'importance de contenir les effets secondaires d'une hausse de l'inflation, quitte à en payer le prix par un ralentissement de la croissance économique ou une hausse du chômage.

La crise de l'énergie, qui s’est encore aggravée avec la réduction de la production de l'Opep et la coupure du gaz russe, ne devrait pas détourner la BCE de son chemin. Les « faucons », hérauts de l'orthodoxie monétaire, semblent avoir acquis le Conseil des gouverneurs à leur cause : monter vite et fort les taux tant que c'est encore possible. Certains auraient même envisagé, selon le « Financial Times », de commencer à réduire le bilan de la BCE, qui atteint près de 9.000 milliards d'euros. Pour ce faire, une partie des montants issus du remboursement des obligations de son portefeuille arrivées à échéance ne serait pas réinvestie.

Ce durcissement paraît toutefois peu opportun alors que les coûts d'emprunt des Etats sont en très nette hausse. La diminution de la demande en provenance de la BCE viendrait s'ajouter aux hausses de taux. « Le problème dans la zone euro est qu'une réduction du portefeuille obligataire entraînerait des degrés de resserrement très différents d'un Etat membre à l'autre », avertit ING. Or, à chaque nouvelle étape de son resserrement monétaire, la BCE doit faire preuve de la plus grande prudence pour éviter un écartement des spreads des pays les plus fragiles de la zone.

La seule surprise ce jeudi serait si le Conseil des gouverneurs s'en tenait à 50 points de base de hausse de ses taux directeurs, remettant le tour de vis plus important à fin octobre. « L'exemple de la Fed [qui a relevé ses taux de trois quarts de points en juin et juillet, NDLR] montre qu'il est difficile de monter les taux de 75 points de base puis de revenir à des hausses plus faibles par la suite », souligne ING.

La trajectoire à moyen terme, en tout cas, portera les banques centrales au-delà des taux « neutres », c'est-à-dire le niveau de taux qui ne stimule ni ne ralentit l'économie. Jerome Powell, le patron de la Réserve fédérale, l'a confirmé à Jackson Hole. Les marchés tablent désormais sur un taux des Fed Funds qui atteindrait un pic de 3,9 % au cours de l'an prochain. Il évolue actuellement entre 2,25 % et 2,5 %.

La BCE devra elle aussi aller plus loin si elle veut freiner la hausse des prix. Pour Eric Dor, directeur des études économiques à l'IESEG, l'institution de Francfort devra pousser temporairement son taux directeur au moins 1,5 point au-delà du taux d'équilibre. Soit un taux de dépôt compris entre 2,5 % et 4,5 % à moyen terme. Il pourrait déjà atteindre 1,75 % en décembre, contre 0 % aujourd'hui.

Certes, une dégradation de l'économie - notamment la récession qui menace en Europe -, pourrait réduire l'inflation avant que les taux n'atteignent ces niveaux élevés. Mais pour les banques centrales, qui cherchent à prouver leur détermination à mater la hausse des prix, il est important d'afficher des objectifs élevés en évitant de donner l'impression qu'elles sont prêtes à fléchir.

**L’AGENDA DU 7 septembre 2022**

**11h00 en zone euro**
Dernière estimation du PIB au deuxième trimestre

**20h00 aux Etats-Unis**
Publication du Livre beige de la Réserve fédérale